

Autorités et entreprises suisses face à la guerre du Viêt Nam, 1960-1975 [David Gaffino]

Autor(en): **Jeanneret, Pierre**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **57 (2007)**

Heft 4

PDF erstellt am: **24.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Enfin Pauline Milani s'interroge sur les causes du déclin et de la mise en veilleuse, sinon la disparition formelle, de la FFSP. Celles-ci sont diverses. Sa perception très classique des rôles masculin et féminin apparaîtra comme obsolète au temps du MLF; en d'autres termes, l'organisation, vieillissante, ne sera plus en phase avec les aspirations de la nouvelle génération des féministes. Sans doute aussi ses liens avec le Parti suisse du Travail, dans le climat d'anticommunisme régnant, l'ont-elles conduite à une certaine ghettoïsation: en témoigne son rejet par les autres sociétés féminines suisses. La fatigue de ses membres, souvent surchargées par l'accumulation de tâches ménagères, professionnelles et militantes, a pu également jouer son rôle. Quels qu'aient été le caractère relativement confidentiel du mouvement féminin communiste suisse et, dans certains cas, son aveuglement idéologique, la FFSP a contribué à l'incontestable progrès social qu'a connu notre pays. Pour les militantes elles-mêmes, il a été un lieu d'échanges, d'apprentissage, d'ouverture au monde, les sortant par là d'un univers féminin qui restait souvent confiné.

L'étude de P. Milani, dans l'ensemble bien menée, convaincante, intelligemment illustrée, pâtit hélas de ses défauts formels: une expression trop souvent maladroite, voire une syntaxe défaillante, de fâcheuses erreurs (par exemple la confusion, à propos de Marceline Miéville, entre Conseil d'Etat et Conseil des Etats ...), l'absence de mise à jour des notices biographiques (ainsi Antoinette Stauffer nous a quittés en 2004). Acceptable en l'état comme mémoire de licence, ce texte aurait dû subir, avant publication, un «toiletage» et une relecture rigoureuse. S'il faut être reconnaissants à l'éditeur Alphil de mettre des travaux de recherche à la disposition du public, nous nous permettons de souhaiter qu'il se montre à l'avenir plus exigeant sur la qualité du produit fini.

Pierre Jeanneret, Grandvaux

David Gaffino: **Autorités et entreprises suisses face à la guerre du Viêt Nam, 1960–1975.** Neuchâtel, Alphil, 2006, 280 p.

Il convient tout d'abord de féliciter les jeunes Editions Alphil pour leur dynamisme et la qualité générale de leurs publications. A l'instar d'Antipodes à Lausanne, dont les choix éditoriaux sont similaires, elles mettent notamment à disposition du public thèses et mémoires universitaires.

Soulignons d'emblée la qualité du travail de David Gaffino, tant sur le plan formel (une langue d'une rare élégance) que sur le fond. Son livre témoigne aussi de sa connaissance profonde du Viêt Nam, pas seulement livresque, et de son attachement à ce pays. Celles et ceux qui, comme le soussigné, ont «lu» l'histoire de l'Indochine autant sur ses routes et ses fleuves que dans les bibliothèques seront sensibles à cette empathie, qui est aussi un outil de compréhension.

L'hypothèse de base de D. Gaffino consiste à confronter la politique étrangère concrète de la Suisse aux quatre maximes de base énoncées par le conseiller fédéral Max Petitpierre au lendemain de la Seconde Guerre mondiale: neutralité, solidarité, universalité et disponibilité, termes définis par l'auteur avec clarté et rigueur. Le problème étant que, le premier et le troisième de ces concepts n'étant pas vraiment appliqués (la Suisse a des relations diplomatiques avec le Viêt Nam du Sud mais ne reconnaîtra le Nord communiste qu'en 1971), le deuxième et le dernier seront difficiles à mettre en pratique! Avec pertinence, D. Gaffino opère une comparaison constante entre la Suisse et la Suède, deux pays neutres à certains égards rivaux, qui se livrent à une sorte de «compétition pacifique». Or, tant par l'ampleur de son aide au développement (0,05% du PNB

pour la Suisse en 1963 contre 0,14% pour la Suède) que par la plus grande audace de ses initiatives de médiation en faveur d'une paix en Indochine, le royaume scandinave est constamment en avance sur notre pays. Celui-ci témoigne de friolosit , voire de pusillanimité face aux menaces américaines, au cas où les industriels helvétiques enfreindraient l'embargo de Washington sur l'exportation de produits dits stratégiques vers les pays du bloc communiste. Ces mêmes milieux industriels pèsent d'ailleurs de leur poids dans la préférence marquée de Berne pour Saïgon: en 1965, le rapport Sud-Nord dans l'importation de produits helvétiques est de 46 à 1 (quand bien même les relations économiques entre la Suisse et le Sud-Viet N m restent extrêmement modestes: 0,37% des exportations suisses en Asie en 1964!). D. Gaffino montre bien, par ailleurs, combien l'énorme aide américaine au régime de Di m et l'arrosage de dollars «dopent» artificiellement l'économie du Sud. Tant le principe de l'universalité que les conventions de La Haye de 1907 ne sont pas loin d'être violés lorsque l'industrie horlogère suisse exporte en masse vers les Etats-Unis des mécanismes (pignons, engrenages à destination à 90% militaire) indispensables aux vastes opérations de bombardements aériens sur le Viêt Nam du Nord. Tout cela complique bien sûr les rapports de Berne avec Hanoï. On constate cependant, sous l'égide du conseiller fédéral socialiste Willy Sp hler, un regain des initiatives diplomatiques à partir de 1965. C'est lui qui abandonnera la fiction d'un Etat séparé (impliquant donc la reconnaissance d'un seul gouvernement, en l'occurrence celui de Saïgon) pour admettre l'existence de facto – depuis la non-application des Accords de Genève de 1954 – de deux Etats vietnamiens, ce qui permettra l'établissement de relations diplomatiques tardives avec Hanoï. Les milieux économiques, notamment horlogers, y trouveront d'ailleurs leur compte, la Suisse étant bien placée dans la course à la reconstruction qui suivra la réunification de 1975. Tout cela est fort bien montré.

Exprimons cependant un regret. Certes, le titre de l'ouvrage limite le champ d'investigation, déjà vaste, aux autorités et aux entreprises suisses. Mais peut-on, comme le fait l'auteur, passer aussi rapidement sur les forces qui s'affrontent dans l'opinion publique helvétique et ses différents relais, notamment la presse? Car le Conseil fédéral, pendant la terrible guerre du Viêt Nam, fut soumis à des pressions contradictoires. D'un côté celles des cercles militaires alors très am ricanophiles, des milieux économiques évoqués plus haut, et d'une presse de droite vigoureusement anticomuniste (NZZ, Le Nouvelliste, Feuille d'Avis de Neuchâtel, etc.). On ne saurait d'autre part minimiser l'émotion suscitée par le conflit, l'ampleur, en Suisse comme ailleurs, des manifestations anti-guerre, la vigueur de la dénonciation de la «guerre américaine» dans la presse de gauche, ou encore l'action de comités comme Aide au Vietnam. Sans doute D. Gaffino relève-t-il que «cette pression existe dans les deux sens» (p. 211). Mais en n'accordant à cette toile de fond idéologique qu'une place trop limitée à nos yeux, l'auteur se prive d'un élément d'explication important. La même remarque vaut pour la Suède. D. Gaffino évoque de façon sibylline les «considérations de politique intérieure» (p. 234) qui motiveraient les sympathies de Stockholm envers Hanoï. Or l'implication personnelle d'Olof Palme nous paraît avoir joué un rôle déterminant: d'aucuns voient même dans cet engagement vietnamien une cause possible de son assassinat, resté inexplicé et impuni à ce jour. Pour avoir bien connu la Suède des années 60, nous pouvons témoigner par ailleurs de la grande ampleur de la mobilisation anti-américaine dans ce pays.

Suggerons enfin un ajout à la bibliographie déjà fort riche: l'éclairant témoignage de Robert McNamara, *Avec le recul. La tragédie du Vietnam et ses leçons* (Paris, Seuil, 1996).

Ces quelques remarques n'enlèvent rien à la qualité exceptionnelle de ce mémoire de licence qui laisse bien augurer des travaux ultérieurs du jeune chercheur. Rigoureux, précis (ainsi la synthèse exemplaire de l'histoire vietnamienne jusqu'en 1960), ample par l'étendue du champ défriché, ce travail mérite des éloges. Comme le dit Daniel Bourgeois dans sa Préface, il apporte des clefs de compréhension, tant à la génération actuelle qui n'a pas vécu le traumatisme vietnamien qu'à celle qui en fut si marquée, sans toujours en percevoir tous les enjeux.

Pierre Jeanneret, Grandvaux

Alex Fischer: **Die Auswirkungen der Internationalisierung und Europäisierung auf Schweizer Entscheidungsprozesse. Institutionen, Kräfteverhältnisse und Akteursstrategien in Bewegung.** Politikanalyse – Analyse des Politiques Publiques (Band/Vol. 5), Zürich, 2005. 320 S.

Die vorliegende Dissertation ist im Rahmen des Nationalfondsprojekts «The Swiss Decision Making System in the Era of Globalization» entstanden. Die politikwissenschaftliche Publikation rechtfertigt die Anzeige in einer historischen Zeitschrift, weil sie sich systematisch anhand von drei Fallstudien mit den Entscheidungsprozessen in der Schweizer Demokratie beschäftigt und damit auch für politikgeschichtlich arbeitende Historikerinnen und Historiker äusserst inspirierende Hypothesen aufstellt und diese ausführlich diskutiert.

Insbesondere für die Schweizer Zeitgeschichte von Interesse ist die Frage, inwieweit der beobachtbare Prozess der Internationalisierung und Europäisierung Einfluss auf den Entscheidungsprozess und damit auf die handelnden Akteure (Parteien, Verbände, Regierung und Administration, Regulierungsbehörden und Gerichte) im politischen System Schweiz ausübt. Ausgehend von einem Wirkungsmodell, an dessen Beginn ein Internationalisierungsprozess steht, fragt der Autor, welche Kräfte auf den (innenpolitischen) Entscheidungsprozess einwirken und damit das Ergebnis am Ende beeinflussen. Konkret etwa: welche Möglichkeiten bieten sich dem Parlament oder den Verbänden, Einfluss auf die Aushandlung und Umsetzung eines völkerrechtlichen Vertrags zu nehmen? Was bedeutet die zunehmende Internationalisierung (aktuelles Stichwort: Völkerrecht vs direkte Demokratie) für das agenda setting in der politischen Auseinandersetzung? Wer verliert und wer gewinnt letztlich in diesem Spiel? Ausgehend von der Literatur über die Internationalen Beziehungen stellt Fischer ein gutes Dutzend Hypothesen auf, welche er dann anhand von drei Fallbeispielen aus den 1990er Jahren testet. Die Fallbeispiele sind geschickt ausgewählt und erlauben differenzierte Aussagen. Fischer unterscheidet nämlich zu Recht zwischen einer direkten Internationalisierung und einer indirekten. Als Beispiel für den ersten Fall nimmt er den Vertrag über die Personenfreizügigkeit mit der Europäischen Union, der im Mai 2000 in der Volksabstimmung zusammen mit den innenpolitisch ausgehandelten flankierenden Massnahmen angenommen wurde. Exemplarisch für die indirekte Internationalisierung steht die grosse Reform in der Schweizer Telekommunikationspolitik ebenfalls seit Mitte der 1990er Jahre, als sich die Behörden sehr eng an den EU-Normen orientiert haben, ohne dass aber in diesem Politikbereich ein Abkommen zwischen der Schweiz und der EU einen Anlass für diese Liberalisierungsoffensive geboten hätte. Als drittes Fallbeispiel wird ein Kontrastfall aus